

Unité départementale du Finistère
2 rue de Kerivoal
CS 83037
29325 QUIMPER Cedex

Quimper le, - 4 DEC. 2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/10/2025

Contexte et constats
Publié sur  **RISQUES**

SARL GUYOT ENVIRONNEMENT

405 ROUTE DE ROSPORDEN
29000 Quimper

Références : ENV-D-25. 569
Code AIOT : 0005501156

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de la visite d'inspection réalisée le 30/10/2025 dans l'établissement GUYOT ENVIRONNEMENT implanté ZA du Grand Guelen - Menez Prat 405 route de Rosporden à Quimper (29000). L'inspection a été inopinée. La partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : non Seveso
- IED : non

La société GUYOT ENVIRONNEMENT exploite un établissement dont les activités sont les suivantes :

- collecte et stockage de déchets de bois, associés à des opérations de broyage ;
- tri/transit/regroupement de déchets dangereux et non dangereux ;
- centre véhicules hors d'usage (VHU) et navires hors d'usage (NHU) ;

- récupération et stockage de déchets métalliques et de véhicules hors d'usage (VHU) incluant des opérations de pressage, de cisailage et de broyage ;
- collecte de déchets apportés par le producteur ;
- simple négoce.

Ces activités sont aujourd'hui autorisées et réglementées par l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2018. Un porter à connaissance faisant état de nouvelles modifications du site (en particulier relatives aux conditions d'entreposage des déchets, emplacement de stocks, hauteurs de tas...) a été transmis au préfet du Finistère le 29 juillet 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives fondées sur les articles L. 171-7 ou L. 171-8 du Code de l'environnement ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites *	Proposition de délais
3	Hauteur des stocks de déchets	Arrêté préfectoral du 21/11/2018, Art. 1.3, 5.1.3 et 7.2.1.2	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

** s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Délai
1	Conformité au dossier	Arrêté préfectoral du 21/11/2018, Art. 1	15 jours
2	Mise en demeure/Structures coupe-feu	Arrêté de mise en demeure du 12/05/2022, Art. 1	
4	Surplus de déchets	Arrêté préfectoral du 21/11/2018, Art. 2.1.3.1	
5	Espace imperméable	Arrêté préfectoral du 21/11/2018, Art.4.4.2	
6	Prévention d'un lessivage par des eaux météoriques et des envols	Arrêté préfectoral du 21/11/2018, Art.5.1.3	
7	Clôture	Arrêté préfectoral du 21/11/2018, Art.7.1.4	
8	Dispositif de rétention/batterie	Arrêté préfectoral du 21/11/2018, Art. 2.1.3.1	
9	Analyse des eaux souterraines	Arrêté préfectoral du 21/11/2018, Art.9.3.3.1	
10	Analyse des eaux pluviales	Arrêté préfectoral du 21/11/2018, Art.4.4.9.1 et 9.4.1	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a révélé que les conditions de stockage de certains déchets ne permettent pas de prévenir la propagation d'un incendie. Un effort sur l'entretien et la propreté du site est attendu de la part de l'exploitant afin de prévenir toute atteinte sur l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité au dossier

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 21/11/2018, Art. 1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité au dossier
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, [...], sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans, [...] contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant [...].
Constats : L'Inspection des Installations Classées (IIC) a constaté sur site que des zones de stockage ne correspondent pas au plan issu du porter à connaissance d'août 2022. Par exemple, la zone 4 contient du bois broyé et des gravats alors que le plan indique qu'il ne s'agit que de stockage

de métaux.

Par courriel en date du 10/11/2025, l'exploitant a transmis un plan des stockage à jour. Ce plan mentionne une nouvelle zone, Z6 (stockage de DEEE ménagers) et **deux zones, Z17, à deux endroits différents. Le type de stockage pour la zone 17 n'est pas renseignée.**

Type de suites proposées : Demande d'action corrective et de justificatif

Délai : 15 jours

N° 2 : Mise en demeure/Structures coupe-feu

Référence réglementaire : Arrêté de mise en demeure du 12/05/2022, Art. 1

Thème(s) : Risques accidentels, Structures coupe-feu

Prescription contrôlée :

L'arrêté préfectoral du 12 mai 2022 met en demeure l'exploitant de respecter l'article 7.2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2018 : [...] Les aires de stockages des déchets combustibles sont délimitées par des structures lourdes coupe-feu sur une hauteur minimale de 4 m et sur au moins 3 côtés, supprimant la possibilité que des flux thermiques affectent des secteurs situés au-delà du site, en cas d'incendie.

Sont notamment concernées :

- les aires extérieures de stockage de déchets de bois,
- les aires extérieures de stockage de pneumatiques usagés,
- les aires extérieures de stockage des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE),
- les aires extérieures de stockage des balles déchets de plastiques et/ou papiers et/ou cartons. [...]

Eléments de contexte : Inspection du 28/11/2025

"Les stocks extérieurs de déchets de bois présents sur le site débordent largement des cellules au sein desquelles ils sont entreposés. Les empilements de blocs béton constituant ces cellules sont hauts de 2,4 m.

Le 28/11, les stocks de balles de déchets plastiques entreposés à l'arrière du bâtiment, le long de la clôture longeant la route ne sont pas délimités par des structures coupe-feu. Ils ont été déplacés depuis.

Les conditions d'entreposage des pneumatiques usagés étaient conformes, en revanche, la hauteur de la paroi béton constituée autour du tas de pare-chocs voisin est de 2,4 m donc inférieure à la hauteur réglementaire de 4 m.

Enfin, quelques DEEE étaient entreposés en extérieur en dehors de toute cellule."

Constats :

Déchets de bois localisés en zone 4 :

D'après le porter à connaissance d'août 2022, les aires sont ceinturées sur 3 de leurs faces par des structures modulaires en béton de 7 mètres de hauteur. L'IIC a constaté que :

- les structures modulaires ont été mises en place **mais que pour le stockage de bois broyés, une face ne respecte pas la hauteur des 7 mètres sur toute sa longueur. De plus, les longueurs des deux faces ne sont pas égales. Aussi, il n'est pas possible de justifier que le volume de la zone dédiée pour ce type de stockage est suffisant ;**
- **le stock de déchets de bois broyés débordait largement de sa cellule.** L'exploitant a expliqué que suite à un incident survenu sur un autre site de la société, le broyeur du site de Quimper a été déplacé sur le site ayant subi l'incident. Un broyeur avec une granulométrie différente a été mis en place sur le site de Quimper. La filière d'évacuation du bois broyé a également été modifiée. Ces changements ont généré du

retard. Par courriel en date du 7/11/2025, l'exploitant a transmis un photo pour justifier de la remise en conformité du stock de déchets de bois broyé. **L'IIC constate à l'aide de la photo, que le bois broyé déborde légèrement devant et sur les côtés. Cette photo confirme l'observation précitée.**

Stocks de balles de déchets plastiques en zone 2

L'IIC a constaté que les stocks de balles de déchets plastiques (polypropylène, Laine de verre, polyéthylène basse densité) localisées le long de la clôture longeant la route sont délimités par des structures coupe-feu.

Stocks de pare-chocs en Z8

L'IIC a constaté que la structure modulaire constituée autour du tas de pare-chocs a été rehaussée.

Stock de DEEE en Z15 et Z1

L'IIC a constaté que les DEEE étaient stockés dans les zones dédiées (Z15 et 6).

Type de suites proposées : Demande d'action corrective et de justificatif

Délai : 15 jours

N° 3 : Hauteur des stocks de déchets

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 21/11/2018, Art. 1.3, 5.1.3 et 7.2.1.2

Thème(s) : Risques accidentels, Hauteur des stocks de déchets

Prescription contrôlée :

Article 1.3

Les installations et leurs annexes, [...], sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant [...].

Article 5.1.3

[...] L'écart entre le niveau haut des stocks ainsi constitués et le haut des structures modulaires en béton délimitant les aires est au minimum de 1 mètre.

Article 7.2.1.2

L'exploitant aménage et dispose les bâtiments et installations de telle sorte -en cas d'incendie [...] à confiner les effets thermiques dans l'emprise de son établissement et à éviter les effets "dominos" entre les emplacements [...].

Constats :

L'IIC a constaté que les stockages d'aluminium 3000 et d'aluminium léger localisés dans la zone 4 dépassent des structures modulaires en béton. Par courriel du 10/11/2025, l'exploitant a transmis une photo justifiant l'abaissement des tas. Il a indiqué que la hauteur maximale autorisée pour les déchets dans cette zone est de 3 mètres, et que les murs d'alvéoles mesurent 2,30 mètres. L'exploitant a précisé que :

- les matières concernées ne présentent aucun caractère inflammable, et le dépassement observé ne compromet pas la sécurité incendie ;
- les risques d'envols restent également très limités.

L'IIC constate que l'exploitant n'a pas mis en œuvre les moyens requis pour respecter les dispositions de l'article 5.1.3 de l'arrêté préfectoral du 21/11/2018.

L'IIC précise que le risque d'envol pour l'aluminium 3000 est avéré en cas de vent.

Le dossier de demande d'Autorisation de 2018 mentionne que les déchets de métaux ferreux

<p>et non ferreux présentent des risques importants d'accidents du travail.</p> <p>Le dossier de porter à connaissance de 2022, mentionne que les déchets de métaux ferreux et non ferreux sont regroupés dans la partie Nord-Ouest du site. Ces aires seront toujours ceinturées sur 3 de leurs faces par des structures modulaires en béton.</p> <p>L'IIC a constaté qu'un pan de la cellule de stockage de l'aluminium léger est délimité de l'abri voisin "Achat de métaux au détail" par de simples bacs (métalliques et plastiques) et non par des structures modulaires en béton. Cette configuration augmente le risque d'accidents du travail.</p> <p>L'IIC a constaté que d'autres stockages ne respectent pas non plus les hauteurs de sécurité. Par exemple, le point haut des stocks de <u>pneumatiques et de pare-chocs</u> se situant dans la zone 8 sont au même niveau, voir dépasse le haut des structures modulaires. Le risque de propagation d'incendie est donc avéré dans ce cas étant donné que les deux alvéoles se touchent ;</p>
Type de suites proposées : Mise en demeure
Délai : 24 heures

N° 4 : Surplus de déchets

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 21/11/2018, Art. 2.1.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Surplus de déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant d'admettre les déchets, l'exploitant demande au producteur de déchets, ou a défaut au détenteur, une information préalable. Cette information préalable précise au minimum :</p> <p>[...] - les modalités de collecte et de livraison ainsi que les quantités correspondantes attendues</p> <p>[...] - toute information pertinente relative aux déchets.</p> <p>L'exploitant peut, au vu de cette information préalable, solliciter des informations complémentaires sur les déchets dont l'admission est sollicitée et refuser d'accueillir les déchets en question. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'IIC a constaté que le stock de plastiques rigides complexes (déchet en transit) est saturé et qu'une partie du stock est posée devant l'emplacement prévu à cet effet.</p> <p>L'exploitant a expliqué que la filière de récupération de ce type de déchet est saturée.</p>
Type de suites proposées : Demande d'action corrective et de justificatif
Délai : 15 jours

N° 5 : Espace imperméable

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 21/11/2018, Art.4.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Espace imperméable
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Hors les espaces verts, les emplacements énumérés à l'article 1.2.5 [...] sont imperméables [...].</p> <p><u>Article 1.2.5 :</u></p> <p>Les installations présentes sur le site sont les suivantes :</p> <p>[...] - des aires et des pistes de circulation [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'IIC a constaté que le sol localisé devant certaines zones de stockage de la zone Z4 était en mauvais états et contenaient un grand "nid de poule" rempli d'eau. L'exploitant a déclaré qu'il</p>

avait signé un devis pour la réfection de la zone concernée sans en apporté de justificatif.

Par courriel en date du 10/11/2025, l'exploitant a indiqué avoir, à titre conservatoire, réorganisé les stockages afin d'y entreposer uniquement des déchets propres, sans risque de contamination. Il a ajouté que les travaux de réparation ont été engagés en interne. Le bétonnage sera effectué dès que les conditions météorologiques le permettront. Des photographies justificatives seront transmises une fois l'intervention achevée.

L'IIC constate que c'est suite à son contrôle que l'exploitant a engagé des réparations de la dalle. Il n'a pas précisé en quoi consistait la réorganisation des stockages.

Type de suites proposées : Demande d'action corrective et de justificatif

Délai : 15 jours

N° 6 : Prévention d'un lessivage par des eaux météoriques et des envols

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 21/11/2018, Art.5.1.3 et 1.3

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention d'un lessivage par des eaux météoriques et des envols

Prescription contrôlée :

Article 5.1.3

Les déchets [...] entreposés dans l'établissement avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols, [...]) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Article 1.3

Les installations et leurs annexes, [...], sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant [...].

Constats :

L'IIC a constaté sur plusieurs zones des conditions d'entreposage des déchets présentant des risques de pollution :

- **Stock de laine de verre au niveau de la zone Z9 sur dalle béton sur un emplacement non spécifique (risque de lessivage). L'exploitant a déclaré que cette laine de verre devait être déplacée et stockée dans deux bennes prévues à cet effet ;**
- **Amas de fines et petites plaques de métal éparpillées au sol au niveau de la zone 4 entre les différentes cellules de stockage (risque de lessivage et de pollution des eaux superficielles et souterraines étant donné que le revêtement s'est fortement dégradé voir constat n°5).**

Type de suites proposées : demande d'action corrective et de justificatif ;

Délai : 15 jours

N° 7 : Clôture

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 21/11/2018, Art.7.2.1.2

Thème(s) : Risques accidentels, Clôture

Prescription contrôlée :

Article 7.2.1.2

L'exploitant aménage et dispose les bâtiments et installations de telle sorte - qu'en cas d'incendie [...] à confiner les effets thermiques dans l'emprise de son établissement

Constats :

L'IIC a constaté que la clôture située entre la zone 4 et la zone 8 était recouverte de végétation dans sa partie basse (ronces) et était traversée par des branches d'arbres. La végétation est susceptible de propager un incendie. L'IIC a également constaté la présence de bacs plastiques vides posés le long de la clôture.

L'exploitant a déclaré entretenir le passage derrière la clôture qui donne sur une zone humide et déclaré que le dernier entretien datait de juin 2025.

Type de suites proposées : Demande d'action corrective et de justificatif

Délai : 15 jours

N°8 : Dispositif de rétention/batterie

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 21/11/2018, Art. 2.1.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de rétention/batterie

Prescription contrôlée :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention. [...]

Constats :

L'IIC a constaté que les batteries sont stockées dans des bacs qui font offices de rétention. Il y a deux zones de stockage :

- au niveau de la zone de stockage des liquides dangereux sous abri (zone 11) ;
- sous un abri ouvert sur un côté (zone 1).

L'IIC a constaté que :

- certains bac sont percés sur le côté.
- les bacs percés stockés sous l'abri dans la zone 1, sont susceptibles de récupérer des eaux météoriques et de générer une pollution des eaux ou des sols.

Type de suites proposées : Demande d'action corrective et de justificatif

Délai : 15 jours

N° 9 : Analyse des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 21/11/2018, Art.9.3.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Analyse des eaux souterraines

Prescription contrôlée : Le réseau de surveillance des eaux souterraines comporte au moins 3 puits de contrôle ou piézomètres judicieusement implantés en amont (au moins 1) et en aval (au moins 2) du site dans le sens d'écoulement de la nappe, suivant les résultats d'une étude hydrogéologique préalable [...].

Constats :

Le jour du contrôle, l'exploitant a déclaré qu'il y avait 3 piézomètres dont 2 piézomètres secs. L'IIC a demandé les résultats d'analyses réalisées au niveau du troisième piézomètre.

Par courriel en date du 10/11/2025, l'exploitant a confirmé que 2 piézomètres sont constatés secs à chaque tentative de prélèvement semestriel. L'exploitant n'a pas fourni les résultats d'analyses réalisées au niveau du troisième piézomètre.

Type de suites proposées : Demande de justificatif (les résultats d'analyses et l'étude hydrogéologique).

Délai : 15 jours

N° 10 : Analyse des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 21/11/2018, Art.4.4.9.1 et 9.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Analyse des eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Article 4.4.9.1

L'exploitant est tenu de respecter, avant évacuation des eaux pluviales et de ruissellement concernées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites d'émission (VLE) définies ci-après [...] :

Paramètres	VLE – CONCENTRATIONS (moyennes sur 24 heures en mg/l)	VLE – FLUX (kg/jour)
Débit	-	600 m ³ /jour
MES	35	21
DCO	125	75
DBO ₅	30	18
Indice phénol	0,3	0,18
Métaux totaux (*)	15	9
dont		
Arsenic	0,025	0,03
Cadmium	0,025	0,12
Chrome	0,1	0,3
Cuivre	0,5	0,3
Etain	2	1,2
Manganèse	1	0,6
Mercure	0,05	0,03
Nickel	0,025	0,3
Plomb	0,1	0,3
Zinc	0,8	1,2
Aluminium + Fer	5	0,3
Chrome hexavalent	0,05	0,06
Cyanures totaux	0,1	0,06
Hydrocarbures totaux	10	3
Composés organiques halogénés (AOX ou EOX)	1	0,6
PCB (**)	Toute détection de PCB doit faire l'objet d'une information de l'inspection des installations classées, dans les meilleurs délais, indépendamment des dispositions de l'article 10.3.2 du présent arrêté	-

(*) : Somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants : Al, As, Cd, Cr, Cu, Fe, Hg, Mn, Ni, Pb, Sn, Zn.

(**) : PCB 28, 52, 101, 118, 138, 153 et 180.

Article 9.4.1 :

L'exploitant suit les résultats des analyses qu'il réalise en application de son programme d'auto-surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires [...]

Constats :

Le jour du contrôle, l'IIC a demandé à l'exploitant de lui transmettre les résultats des deux dernières analyses d'eaux pluviales. L'exploitant a déclaré que le prélèvement est réalisé par le laboratoire Labocéa.

Par courriel en date du 10/11/2025, l'exploitant a transmis les résultats des analyses réalisées les 16/4/2025 et 23/10/2025 par le laboratoire Labocéa.

D'après les résultats :

- les résultats obtenus pour le paramètre AOX ne sont pas affichés. Pour les résultats du 23/10/2025, il manque l'unité du résultat.
- pour les résultats du 23/10/2025 :
 - il apparaît un dépassement de la VLE pour le paramètre MES (56 mg/l). L'exploitant n'a pas commenté ce résultat.

- des PCB ont été détectés. L'exploitant n'en a pas informé l'IIC dans les meilleurs délais ; il n'a pas non plus commenté ce résultat.
- il apparaît une concentration en métaux multipliée par 5 par rapport à celle mesurée le 16/4/2025, tout en restant en dessous des valeurs limites :
 - la concentration en Aluminium est multipliée par 2,6 ;
 - la concentration en Fer est multipliée par 5 ;
 - la concentration en Zinc est multipliée par 20.
 - la concentration pour le paramètre Aluminium + Fer est de 4,6 mg/l alors que la valeur limite est de 5 mg/l.

Type de suites proposées : Demande de justificatif et d'action corrective

Délai : 15 jours